

BE-A0521_714278_800066_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Lacuisine. Dépôt 2011



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Historique.....	7
Compétences et activités.....	8
Organisation.....	8
Archives.....	9
Historique.....	9
Acquisition.....	9
Contenu et structure.....	10
Contenu.....	10
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	10
Finances et fiscalité.....	10
Patrimoine.....	11
État civil.....	11
Population.....	11
Élections.....	12
Affaires militaires.....	12
Travaux publics.....	12
Enseignement.....	13
Bienfaisance ou assistance publique.....	13
Culte.....	13
Langues et écriture des documents.....	14
Sélections et éliminations.....	14
Accroissements / compléments.....	14
Mode de classement.....	14
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	17
I. Généralités.....	17
A. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	17
II. Organisation et personnel.....	18
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	18
1. Fusion.....	18
2. Coopération intercommunale.....	18
B. Organisation et membres des organes politiques.....	18
1. Conseil communal.....	18
2. Bourgmestre.....	18
C. Organisation des services.....	18
1. Équipement matériel des services.....	18
D. Personnel des services.....	18
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	18
2. Dossiers du personnel enseignant.....	19
III. Patrimoine.....	20
21 - 22 Dossiers relatifs aux locations de terrains. 1969-1975.....	20
29 - 30 Dossiers relatifs à l'achat de terrains en vue de l'élargissement de divers	

chemins. 1971-1973.....	21
35 - 39 Dossiers relatifs à la vente de terrains communaux. 1969-1976.....	21
IV. Finances et fiscalité.....	22
A. Comptabilité du secrétariat.....	22
1. Budgets et annexes.....	22
41 - 42 Budgets annuels. 1963-1976.....	22
43 - 44. Annexes aux budgets. 1963-1976.....	22
2. Registres de comptabilité.....	22
45 - 46 Grands-livres des dépenses. 1964-1970, 1976.....	22
3. Emprunts.....	22
B. Comptabilité du receveur.....	22
1. Registres de comptabilité.....	22
48 - 57 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1967-1976.....	22
2. Comptes et pièces justificatives.....	23
58 - 59 Comptes annuels. 1960-1976.....	23
60 - 64 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1968-1976.....	23
C. Impositions et taxes.....	24
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	24
V. État civil.....	25
A. Généralités.....	25
B. Registres de l'état civil et tables.....	25
C. Cimetières et funérailles.....	25
D. Autres documents.....	25
VI. Population.....	26
A. Registres et mouvements de la population.....	26
B. Recensements et autres états de la population.....	26
C. Cartes d'identité et passeports.....	26
VII. Élections.....	27
A. Listes électorales et listes dérivées.....	27
90 - 93 Listes des électeurs. 1970-1976.....	27
B. Révision des listes électorales.....	27
C. Dossiers des élections.....	27
95 - 96 Dossiers des élections communales. 1970, 1976.....	27
VIII. Affaires militaires et guerres.....	28
A. Service militaire.....	28
1. Milice et volontaires.....	28
98 - 124 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1952-1978.....	28
IX. Ordre et sécurité publics.....	30
A. Police.....	30
1. Personnel.....	30
2. Missions de police administrative.....	30
3. Missions de police judiciaire.....	30
X. Santé publique.....	31
A. Environnement.....	31
B. Désinfection.....	31
C. Immondices.....	31
D. Police sanitaire des animaux domestiques.....	31
E. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	31
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	32
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	32
1. Bâtiments du culte.....	32

140 - 144 Dossiers relatifs aux travaux de réparation et d'aménagement de l'église paroissiale Saint-Nicolas de Lacuisine. 1963-1976.....	32
2. Bois communaux.....	32
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	32
1. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	32
2. Voirie nationale.....	33
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	33
D. Services d'utilité publique.....	33
1. Distribution d'eau.....	33
2. Distribution d'électricité et éclairage public.....	34
3. Téléphone.....	34
4. Transports en commun.....	34
E. Aménagement du territoire.....	34
1. Généralités.....	34
2. Permis de bâtir.....	34
3. Permis de lotir.....	35
XII. Enseignement.....	36
XIII. Culture, sports et divertissements.....	37
A. Culture.....	37
B. Sports, divertissements, festivités, activités pour la jeunesse, tourisme.....	37
XIV. Économie.....	38
A. Généralités.....	38
B. Agriculture et sylviculture.....	38
XV. Affaires sociales.....	39
A. Chômeurs.....	39
B. Allocations familiales.....	39
C. Pensions.....	39
D. Logement.....	39
XVI. Commission d'assistance publique.....	40
XVII. Fabriques d'église.....	41
A. Paroisse Saint-Nicolas de Lacuisine.....	41
1. Personnel.....	41
2. Finances.....	41
192 - 193 Comptes annuels. 1968-1976.....	41
B. Paroisse Saint-Roch de Martué.....	41
1. Finances.....	41
195 - 202 Comptes annuels. 1968-1976.....	41

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Lacuisine. Dépôt 2011

Période:

(milieu XIXe siècle, 1910) 1952-1977 (1978)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.1557

Etendue:

- Etendue inventoriée: 3.25 m
- Dernière cote d'inventaire: 202.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Lacuisine, 1795 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restrictions légales sont librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du Collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail www.arch.be.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Lacuisine (1795-1976)

HISTORIQUE

La commune de Lacuisine (entité de Florenville) est une commune belge, située en province de Luxembourg, qui a existé de 1795 à 1976.

Sous le Régime français, Lacuisine relève du département des Forêts, canton municipal de Florenville (1795-1800) puis au canton de justice de paix de Florenville (1802). Ce canton dépend de l'arrondissement judiciaire de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (1814), de Neufchâteau (1814-1839) puis d'Arlon (1839-1976). Lacuisine fait en outre partie de l'arrondissement administratif de Neufchâteau (1800-1823) puis de Virton (1823) ¹.

Bercée par la Semois qui forme un profond méandre sur lequel se situe l'écart de Martué, Lacuisine a connu un passé sidérurgique attaché au ruisseau des Épioux. Au début du XIXe siècle, une centaine d'ouvriers travaillent dans ce secteur. La commune est reliée au chemin de fer en 1888. L'agriculture, la meunerie et l'exploitation des bois sont les principales activités de la population à la fin du XIXe siècle, tandis que le tourisme se développe tout au long du XXe siècle ².

Lacuisine compte 213 habitants en 1801, 619 en 1846, 516 en 1910, 404 en 1961 et 462 en 1976 ³.

Le 1er janvier 1977, la commune de Lacuisine est fusionnée avec les communes de Chassepierre, Florenville, Fontenoille, Muno, Sainte-Cécile et Villers-devant-Orval pour former l'actuelle commune de Florenville.

La fusion forme une entité de 5.718 habitants pour 14.697 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Cet ensemble relativement considérable peut être justifié par l'activité touristique et commerciale qui fait de Florenville le centre naturel d'attraction. La construction du futur complexe sportif et touristique de Florenville est un des éléments justifiant la viabilité de cet ensemble. Villers-devant-Orval a exprimé unanimement le souhait de rejoindre cette entité. Sa situation le long de la frontière française exclut toute autre solution. La même raison géographique plaide pour que Muno rejoigne l'entité de Florenville " ⁴.

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 HASQUIN H., Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 783-784.

3 Idem.

4 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Les articles 49, 50 et 51 du décret français du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités confient aux communes des tâches propres au pouvoir communal et délèguent vers les communes des tâches qui relèvent de l'administration générale de l'État.

Les tâches propres au pouvoir communal sont notamment de gérer les biens et revenus communaux, d'acquitter les dépenses locales qui sont à charge de la commune, de diriger les travaux publics qui relèvent de la commune, d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus par elle ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des habitants, de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Les fonctions propres à l'administration générale de l'État qui peuvent faire l'objet d'une délégation sont la perception des taxes et leur transfert à l'État, la direction des travaux publics d'utilité plus large, l'administration des établissements publics destinés à l'utilité générale, la surveillance des propriétés publiques, l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstruction des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux. Ces fonctions s'exercent sous le contrôle des autorités supérieures.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général.

ORGANISATION

Le 9 vendémiaire an IV (1er octobre 1795), les Pays-Bas autrichiens et les principautés de Liège et de Stavelot sont annexés à la France. Le duché de Bouillon l'est à son tour le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795). La législation française y est progressivement appliquée : le territoire est découpé en départements et en communes.

En exécution de la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), les communes de moins de 5.000 habitants sont alors administrées par des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, chaque commune dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. Les agents municipaux se réunissent au chef-lieu du canton et constituent la municipalité de canton. Les communes de plus de 5.000 habitants ont leur administration propre.

La loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), donne son autonomie à chaque commune. Dans les années qui suivent, les communes jugées trop petites ou trop peu peuplées sont réunies.

Après l'indépendance, l'organisation des communes est établie par la loi

communale du 30 mars 1836. Elle sera codifiée sous le nom de nouvelle loi communale (NLC) en 1988. Les principales instances ou fonctionnaires communaux sont alors le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins, le secrétaire communal, le receveur communal ou encore le garde champêtre.

L'organisation des communes a été régionalisée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés. La Région wallonne a codifié toute la législation communale qui relevait de ses compétences. Ce travail a donné naissance au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) adopté en 2004 par le Parlement wallon. La Communauté germanophone est elle aussi compétente pour l'organisation des communes wallonnes situées sur son territoire tandis que des dispositions particulières sont d'application dans les communes à facilités.

ARCHIVES

HISTORIQUE

Le dossier central ouvert au nom de la ville de Florenville aux Archives de l'État nous apprend que les archives de la commune de Lacuisine sont incendiées dans la nuit du 20 au 21 décembre 1969⁵. Cet incendie explique la pauvreté du fonds. En 1977, la commune de Florenville fait classer les archives des anciennes communes par l'Union des villes et communes belges. Au début des années 2000, la ville aménage dans une cave de l'hôtel de ville un local spécialement conçu pour la conservation d'archives. À la même époque, les archives font l'objet d'un sévère tri par la SPRL CDN-CAIC sans qu'une autorisation soit sollicitée des Archives de l'État. En 2011, la ville et les Archives de l'État signent une convention de partenariat pour le tri et le dépôt des archives communales antérieures à la fusion des communes.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées aux Archives de l'État en 2011 par la ville de Florenville (521/2011/0037/A) par l'intermédiaire du projet Archives locales de Wallonie.

Contenu et structure

CONTENU

Cet inventaire contient les archives de la commune de Lacuisine entre 1952 et 1978. Un document datant du milieu du XIXe siècle et un de 1910 sont également conservés.

Procédons par grandes séries d'archives.

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

Le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal est l'organe exécutif de la commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature. Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales, à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique, à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais

L'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux tableaux de tri publiés par les Archives de l'État disponibles sur le portail www.arch.be / ressources en ligne / tableaux de tri.

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos. Toutes les archives antérieures à 1977 ont été déposées à l'exception des documents suivants, encore utiles pour l'administration ou dont les Archives de l'État disposent d'un autre exemplaire : les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil, les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et les atlas des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ⁶.

MODE DE CLASSEMENT

Le cadre de classement pour les archives communales en usage aux Archives de l'État a été suivi :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, tourisme, sports et divertissements
- XIV. Économie
- XV. Affaires sociales
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

6 <http://geoportail.wallonie.be>.

Sous une sous-rubrique, les unités d'archives ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- 1 Lettre d'Ernest Pair sollicitant une intervention communale dans un litige avec Albert Louppe au sujet de bois déposés aux alentours de la croix de justice de Martué et entravant le bon entretien de ce coin du village. 1971.
2 pièces
- 2 Dossier relatif au litige avec M. Job au sujet du non-paiement du loyer de la chasse. 1971-1978.
1 chemise
- 3 Lettre de Marcel Sainthuille relative à l'état lamentable du chemin communal passant devant son habitation. 1976.
1 pièce
- 4 Lettre de Charly Bissot relative au mécontentement de la population face à la fermeture du calvaire souvent fréquenté par les touristes. 1976.
1 pièce

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

- 5 Dossier relatif à la fusion des communes. 1971-1974. 1 chemise

2. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 6 Dossier relatif à la participation de la commune à l'Association intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements d'Arlon et de Virton. 1973-1974. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 7 Dossier relatif à la déchéance de M. Deschepper de ses fonctions de conseiller communal. 1974. 1 chemise

2. BOURGMESTRE

- 9 Notes relatives à la fixation du montant de la pension de Jean Smesman, ancien bourgmestre. 1966. 1 pièce

- 8 Dossier relatif à la nomination de Marcel Reding. 1971. 1 chemise

C. ORGANISATION DES SERVICES

1. ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES SERVICES

- 10 Dossier relatif à l'acquisition de machines à écrire, d'un duplicateur et de mobilier de bureau pour la commune et les écoles. 1970-1975. 1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 11 Dossier relatif à l'octroi de bonifications de restructuration aux agents communaux. 1969-1971.

-
- 1 chemise
- 12** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'octroi d'un supplément conventionnel de traitement à certains agents communaux. 1971.
2 pièces
- 13** Dossier relatif au traitement du personnel. 1971-1975.
1 liasse
- 14** Dossier relatif au statut pécuniaire du personnel. 1972-1974.
1 liasse
- 15** Dossier relatif au statut pécuniaire des secrétaires communaux, des receveurs communaux et des commissaires de police. 1973-1975.
1 chemise
- 16** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif aux congés et au statut administratif des agents communaux. [2de moitié XXe siècle].
1 pièce
- 2. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT**
- 17** Dossier d'Anne-Marie Georges, maitresse spéciale de couture intérimaire à l'école communale mixte. 1973-1975.
1 chemise

III. PATRIMOINE

- 18 Dossier relatif à la vente d'un excédent de voirie à M. Binet-Gaspar au lieudit " Le Nique Doye ". 1967-1970.
1 chemise
- 19 Dossier relatif à l'achat de terrains divers. 1967-1973.
1 chemise
- 20 Dossier relatif au projet d'échange, avec André Poncelet, de terrains situés à Martué au lieudit " Les Courbes ". 1968-1970.
1 chemise
- 21 - 22 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS DE TERRAINS. 1969-1975.
- 21 Club de chasse et de pêche du Supreme Headquarters Allied Powers in Europe (SHAPE), au lieudit " long pré ". 1969-1975.
1 chemise
- 22 Pierre Coumont, triangle de terrain aux alentours de sa maison. 1973.
1 pièce
- 23 Dossier relatif à la location du droit de pêche. 1969-1976.
1 chemise
- 24 Dossier relatif à l'échange d'un terrain appartenant à Marie Jeanne Detaille et situé au lieudit " Le Mai Jean Renaud " avec un terrain communal situé au lieudit " Le Paquis ". 1970.
1 chemise
- 25 Dossier relatif à la cession gratuite par l'État belge d'un terrain. 1970.
1 chemise
- 26 Dossier relatif à la vente de coupes de bois. 1970-1974.
1 chemise
- 27 Pièces relatives à la vente publique au rabais des coupes communales de la Commission d'assistance publique de Mons au domaine des Épioux. 1970-1976.
7 cahiers
- 28 Dossier relatif à l'acquisition de divers terrains au lieudit " Sur le Routy " en vue de l'établissement d'un lotissement à caractère résidentiel. 1971-1972.
1 chemise

29 - 30 DOSSIERS RELATIFS À L'ACHAT DE TERRAINS EN VUE DE L'ÉLARGISSEMENT DE DIVERS CHEMINS. 1971-1973.

- 29 Charles Lavigne, lieudit " Sur le Routis ", chemins n° 2 et 9, 1971.
1 chemise
- 30 Renée Deschamps, Martué, chemin n° 34, 1973.
1 chemise
- 31 Dossier relatif à la cession à l'État belge d'une bande de terrain située le long de la route n° 15. 1972-1973.
1 chemise
- 32 Dossier relatif à l'acquisition d'une emprise dans un terrain situé au lieudit " Les jardins " appartenant à Arthur Belva en vue de l'élargissement du chemin n° 29. 1974.
1 chemise
- 33 Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1975-1976.
1 chemise
- 34 Listes des affouagers des sections de Lacuisine et de Martué. 1975-1977.
1 chemise
- 35 - 39 DOSSIERS RELATIFS À LA VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX. 1969-1976.*
- 35 François Van den Bremt, lieudit " Devant le bois ", 1975.
1 pièce
- 36 Vincent Claude, lieudit " Champ Navaire ", 1976.
1 chemise
- 37 Michel Dupont, lieudit " Dessus la Roche Pinco ", 1970-1971.
1 chemise
- 38 Albert Godfrin, lieudit " Deseur Niffa ", 1972-1973.
1 chemise
- 39 Jules Binet, lieudit " Le Rayon ", 1969-1970.
1 chemise
- 40 Dossier relatif au bail de location d'une maison située à côté de l'école gardienne de Lacuisine octroyé à Ghislain Jacqmin. 1977.
1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

41 - 42 BUDGETS ANNUELS. 1963-1976.
1963-1964, 1966-1969.

41

1 liasse

1970-1976.

42

1 liasse

43 - 44. ANNEXES AUX BUDGETS. 1963-1976.
1963-1964, 1966-1967, 1969.

43

1 liasse

1970-1976.

44

1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

45 - 46 GRANDS-LIVRES DES DÉPENSES. 1964-1970, 1976.
1964.

45

1 chemise

1970-1976.

46

1 liasse

3. EMPRUNTS

Dossier relatif aux emprunts contractés au Crédit communal de
Belgique. 1974-1976.

47

1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

48 - 57 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1967-
1976.
1967.

48

1 chemise

49	1968.	1 chemise
50	1969.	1 chemise
51	1970.	1 chemise
52	1971.	1 cahier
53	1972.	1 cahier
54	1973.	1 cahier
55	1974.	1 cahier
56	1975.	1 cahier
57	1976.	1 cahier
2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
58	58 - 59 COMPTES ANNUELS. 1960-1976. 1960-1969.	1 liasse
59	1970-1976.	1 liasse
60	60 - 64 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1968- 1976. 1968.	1 liasse
61	1974.	1 liasse
62	1974.	1 liasse

-
- 63 1976. 1 liasse
- 64 1976. 1 liasse
- C. IMPOSITIONS ET TAXES*
- 65 Dossier relatif aux taxes sur les véhicules automobiles. 1970-1971. 1 chemise
- 66 Dossier relatif aux taxes additionnelles aux impôts provinciaux. 1970-1975. 2 pièces
- 67 Dossier relatif aux taxes de séjour. 1970-1977. 1 chemise
- 68 Dossier relatif à la désignation des membres de la commission fiscale. 1970-1978. 1 chemise
- 69 Rôles des taxes sur les occupations de voirie. 1972-1976. 1 chemise
- 70 Dossier relatif aux taxes perçues sur les secondes résidences. 1972-1977. 1 chemise
- 71 Rôles de taxes diverses. 1974-1975. 1 chemise
- D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 72 Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties, ainsi que de leurs contenance, classement et évaluation cadastrales (modèle 208). [Milieu XIXe siècle]. 1 volume

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

73 Relevé des naissances. 1971. 1 pièce

B. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

74 Table décennale des actes de naissance. 1961-1970. 1 cahier

75 Dossier relatif à la reconstitution des registres de l'état civil à la suite d'un incendie. 1970. 1 chemise

C. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

76 Règlements sur le cimetière de Lacuisine. 1910, 1962. 2 pièces

77 Plans du cimetière de Lacuisine. 1970. 1 chemise

78 Dossier relatif aux permis d'inhumation et de crémation. 1970. 1 chemise

79 Dossier relatif à l'octroi de concessions de sépulture. 1971-1977. 1 chemise

80 Lettre du bourgmestre relative à l'exhumation du corps de Siméon Mahaut. 1975. 1 pièce

D. AUTRES DOCUMENTS

81 Dossier relatif au mariage d'E.R. et M.H. 1972. 1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 82 Registre de la population. 1970-1980. 1 volume
- 83 Registre des étrangers. 1970-1975. 1 volume
- 84 Registre des entrées. 1970-1976. 1 volume
- 85 Registre des sorties. 1970-1976. 1 volume
- 86 Dossier relatif au mouvement de la population. 1969-1972. 1 chemise
- 87 Dossier relatif aux entrées et sorties. 1970-1975. 1 liasse
- B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*
- 88 Recensement de la population. 1970. 1 chemise
- C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS*
- 89 Registre des pièces d'identité pour enfants de moins de 12 ans. 1971. 1 volume

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

90	90 - 93 LISTES DES ÉLECTEURS. 1970-1976. 1970.	1 cahier
91	1972.	4 cahiers
92	1974.	3 cahiers
93	1976.	2 cahiers

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

94	Dossier relatif aux radiations des listes électorales. 1975.	1 chemise
----	--	-----------

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

95	95 - 96 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1970, 1976. 1970.	1 chemise
96	1976.	1 chemise
97	Dossier relatif aux élections législatives et provinciales. 1971.	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

1. MILICE ET VOLONTAIRES

98 - 124 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1952-1978.
1952.

98		1 chemise
99	1953.	1 chemise
100	1954.	1 chemise
101	1955.	1 chemise
102	1956.	1 chemise
103	1957.	1 chemise
104	1958.	1 chemise
105	1959.	1 chemise
106	1960.	1 chemise
107	1961.	1 chemise
108	1962.	1 chemise
109	1963.	1 chemise
110	1964.	1 chemise
111	1965.	

		1 chemise
112	1966.	1 chemise
113	1967.	1 chemise
114	1968.	1 chemise
115	1969.	1 chemise
116	1970.	1 chemise
117	1971.	1 chemise
118	1972.	1 chemise
119	1973.	1 chemise
120	1974.	1 chemise
121	1975.	1 chemise
122	1976.	1 chemise
123	1977.	1 chemise
124	1978.	1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. PERSONNEL

125 Dossier relatif au traitement des brigadiers champêtres. 1970-1975. 1 chemise

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE

126 Relevé des licences d'apprentissage et permis de conduire délivrés. 1966-1976. 1 chemise

127 Dossier relatif au déblaiement des neiges. 1970. 1 chemise

128 Dossier relatif à l'affutage des sangliers et aux conditions requises pour obtenir l'autorisation. 1970-1974. 1 chemise

129 Demandes de licence et de permis de conduire. 1970-1977. 1 chemise

130 Pièces relatives au projet de réglementation pour les utilisateurs du droit de pêche dans le " Grand Étang " du domaine des Épioux. 1971-1972. 2 pièces

131 Dossier relatif aux demandes de cartes de commerçants ambulants. 1971-1976. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

132 Pièces relatives à la libération conditionnelle de R.V. 1975. 2 pièces

133 Casiers judiciaires et bulletins de renseignements. [2de moitié XXe siècle]. 1 liasse

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. ENVIRONNEMENT

- 134 Dossier relatif à la protection des arbres et des réserves naturelles. 1975-1976. 1 chemise

B. DÉSINFECTION

- 135 Dossier relatif à une campagne de dératisation. 1964-1975. 1 chemise

C. IMMONDICES

- 136 Dossier relatif à l'enlèvement des immondices. 1971-1973. 1 chemise

D. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

- 137 Liste des propriétaires dont les animaux ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse. 1971-1976. 1 chemise

- 138 Dossier relatif aux mesures prises suite à des cas de rages. 1972-1976. 1 chemise

E. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

- 139 Liste des taudis transformés ou à transformer. [2de moitié XXe siècle]. 1 pièce

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS DU CULTE

*140 - 144 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RÉPARATION ET
D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉGLISE PAROISSIALE SAINT-NICOLAS DE
LACUISINE. 1963-1976.*

- 140 Dossier relatif à l'évaluation et l'organisation des travaux. 1963-1976. 1 chemise
- 141 Plans des façades et coupes transversales, 1973. 2 pièces
- 142 Plans et coupes du projet de réparation, 1973-1974. 1 liasse
- 143 Plans des façades nord et ouest, 1974. 1 liasse
- 144 Plans des façades sud et est, 1974. 1 liasse
- 145 Dossier relatif aux travaux de réparation de la chapelle de Martué. 1973-1976. 1 chemise
2. BOIS COMMUNAUX
- 146 Pièces relatives à l'entretien des bois communaux. 1968-1976. 1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,
LES QUAIS)

- 147 1. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)
Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs
aux travaux d'amélioration de la voirie intérieure de Lacuisine.
1965. 1 chemise
- 148 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins forestiers

-
- dits " de Daviha " et " d'Herbeumont ". 1967-1972. 1 liasse
- 149 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin de grande communication n° 104. 1969-1973. 1 liasse
- 150 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'acquisition d'un tracteur pour faciliter l'entretien de la voirie. 1971. 2 pièces
- 151 Lettre de l'ingénieur en chef du cantonnement de Florenville au bourgmestre au sujet du dégagement de la voirie vicinale de Daviha. 1972. 1 pièce
- 152 Dossier relatif à l'extension du réseau d'égouts de la section de Martué. 1972-1976. 1 chemise
- 153 Dossier relatif à l'aménagement d'un parc public. 1975. 1 chemise
- 154 Lettre du bourgmestre à l'Administration des Ponts et Chaussées relative à la création d'un passage pour piétons en face des écoles et de l'église de la commune. 1976. 1 pièce
2. VOIRIE NATIONALE
- 155 Dossier relatif à la construction des autoroutes E9 et E40. 1976. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 156 Dossier relatif au curage de la Semois. 1970-1976. 1 chemise
- 157 Lettre de l'ASBL Défense de la Semois au bourgmestre au sujet du projet d'établissement d'un barrage sur la Semois. 1976. 2 pièces
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 158 Dossier relatif à la distribution et au prix de revient de l'eau. 1957-

1977.

1 chemise

159 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif aux travaux d'amélioration du réseau basse tension
et de l'éclairage public dans la commune. 1970-1976.
1 chemise

160 Dossier relatif au déboisement d'une partie des bois de la
commune en vue de l'établissement d'une ligne électrique d'utilité
publique. 1972-1975.
1 liasse

161 Lettre de Joseph Dumont au bourgmestre relative à une demande
de raccordement en électricité de son camping. 1973.
1 pièce

162 3. TÉLÉPHONE
Dossier relatif aux travaux d'amélioration et d'extension du réseau
téléphonique. 1970-1976.
1 liasse

163 4. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif au service d'autobus Florenville-Lacuisine. 1970-
1973.
1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

166 1. GÉNÉRALITÉS
Dossier relatif aux plans particuliers d'aménagement. 1945-1955.
1 chemise

164 Statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou
démolis. 1956-1966.
1 chemise

165 Dossier relatif à l'établissement du plan de secteur Sud-
Luxembourg. 1964-1976.
1 chemise

167 2. PERMIS DE BÂTIR
Statistiques mensuelles des autorisations de bâtir délivrées. 1955-

	1957.	1 chemise
168	Dossier relatif à des demandes de permis de bâtir. 1970-1976.	1 chemise
169	Dossier relatif aux certificats d'urbanisme. 1971-1976.	1 chemise
170	3. PERMIS DE LOTIR Dossier relatif à l'autorisation d'établissement d'un lotissement résidentiel communal à Lacuisine. 1971-1972.	1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

171

Pièces relatives à l'utilisation des bâtiments scolaires pour l'organisation d'évènements et activités culturelles. 1976.

1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

172 Lettre d'information du Cercle archéologique et historique de la région de Florenville au bourgmestre au sujet des activités et objectifs du cercle. 1969. 2 pièces

B. SPORTS, DIVERTISSEMENTS, FESTIVITÉS, ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE, TOURISME

173 Dossier relatif aux demandes d'autorisation de placement de caravanes. 1971-1976. 1 chemise

174 Dossier relatif aux activités et aménagements touristiques de la région. 1972-1976. 1 chemise

175 Lettre de remerciement de Marcelle et Jean Smesman au bourgmestre pour les avoir nommés citoyens d'honneur et pour avoir organisé une réception à l'occasion de leur cinquantième anniversaire de mariage. 1974. 1 pièce

176 Dossier relatif à l'amicale des 3x20. 1976. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

177 Attestations d'activités. 1970-1972. 1 chemise

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

178 Dossier général relatif à l'agriculture. 1970-1974. 1 chemise

179 Dossier relatif aux primes et indemnités accordées aux agriculteurs et éleveurs. 1974-1976. 1 chemise

180 Dossier relatif aux constats de dégâts agricoles. 1974-1976. 1 chemise

181 Recensement agricole et horticole. 1976. 1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. CHÔMEURS

- 182 Dossier relatif à la prise en charge des chômeurs. 1971-1976.
1 chemise

B. ALLOCATIONS FAMILIALES

- 183 Dossier relatif à la caisse spéciale d'allocations familiales. 1970-1976.
1 liasse

C. PENSIONS

- 184 Dossier relatif aux demandes de pensions adressées à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI). 1970-1976.
1 chemise

- 185 Dossier relatif à la prise en charge des pensions par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés (ONPTS). 1970-1976.
1 chemise

- 186 Registre des demandes de prestations de pensions sociales pour travailleurs salariés et indépendants. 1971-1976.
1 cahier

D. LOGEMENT

- 187 Dossier relatif aux conditions d'octroi de primes à la construction pour l'établissement de logements destinés aux personnes âgées ou handicapées. 1969-1975.
1 chemise

- 188 Lettre du Ministère des Affaires wallonnes, de l'Aménagement du Territoire et du Logement au bourgmestre relative à l'implantation d'une cité au lieudit " Champ de Navaire " par la société coopérative " La Maison virtonnaise ". 1970.
1 pièce

189 XVI. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE
Budget. 1977.

1 cahier

XVII.FABRIQUES D'ÉGLISE

A. PAROISSE SAINT-NICOLAS DE LACUISINE

1. PERSONNEL

190 Dossier relatif à la rémunération du personnel d'église. 1971-1975.
1 chemise

2. FINANCES

191 Budgets annuels. 1970-1977.
1 liasse

192 192 - 193 COMPTES ANNUELS. 1968-1976.
1968-1969.
1 liasse

193 1970-1976.
1 liasse

B. PAROISSE SAINT-ROCH DE MARTUÉ

1. FINANCES

194 Budgets annuels. 1970-1977.
1 liasse

195 195 - 202 COMPTES ANNUELS. 1968-1976.
1968-1969.
9 cahiers

196 1970.
9 cahiers

197 1971.
9 cahiers

198 1972.
9 cahiers

199 1973.
9 cahiers

200 1974.
9 cahiers

201 1975.

9 cahiers

202 1976.

9 cahiers